



STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS FRANÇAIS AU MAROC : COMPARAISON DES DONNÉES BILATÉRALES

M. OUBELAID Smail

Chef du Service de la Compilation
de la Position Extérieure Globale
Office des Changes

M. NIVAT Dominique

Chef du Service des
Investissements Directs
Banque de France

Séminaire sur les investissements directs et les
implantations au Maroc des filiales de groupes étrangers
19 décembre 2012

Plan de la présentation

1. **Préalables et conditions nécessaires à une comparaison fructueuse**
2. **Champ et objet de la comparaison**
3. **Principaux résultats et conséquences pour la qualité des statistiques**
4. **Synthèse**

Partie 1 :

**Préalables et conditions
nécessaires à une
comparaison fructueuse**

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

- 1) L'existence d'une enquête dans chacun des deux pays**
 - L' Enquête sur les Investissements Directs Français à l'Etranger (IDFE) de la Banque de France;
 - L'Enquête Coordonnée sur l'Investissement Direct Etranger au Maroc (ECID) de l'Office des Changes.
- 2) Une approche statistique et comptable similaire pour les deux enquêtes**
- 3) Le cadre du jumelage institutionnel propice à l'échange des données bilatérales**

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

1) L'existence d'une enquête dans chacun des deux pays

Caractéristiques
de l'enquête
IDFE de la
Banque de
France

- la Banque de France mène une enquête annuelle sur les filiales et participations étrangères de sociétés françaises, dite « Enquête sur les Investissements Directs Français à l'Étranger (IDFE) »;
- Sa mise en œuvre est assurée par les succursales départementales de la Banque de France et le Service des investissements directs au sein de la Direction des Enquêtes et des Statistiques Sectorielles de ladite Banque ;
- Sources d'information : questionnaire ; tableaux des filiales et participations des sociétés résidentes ;
- Cas particulier des banques et des sociétés d'assurance.

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

1) L'existence d'une enquête dans chacun des deux pays

Caractéristiques
de l'enquête
IDFE de la
Banque de
France

- Cette enquête est menée auprès des sociétés françaises et porte sur leurs filiales (détenues à plus de 50%) et participations **directes** (détenues à plus de 10%) ;
- Les informations requises concernent les **capitaux propres** en valeur comptable, les **résultats nets** courants / exceptionnels et les **dividendes** versés par les filiales ;
- Existence de seuils :
 - Pour les sociétés françaises interrogées, immobilisations financières supérieures à 10 millions d'euros (110 millions de MAD);
 - Pour les filiales et participations, prise en compte dans l'enquête si montant des **capitaux propres** investis dans la filiale supérieur à 5 millions d'euros (55 millions de MAD) ou si valeur comptable des titres inscrite au bilan de l'investisseur direct > 5 millions d'euros.

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

1) L'existence d'une enquête dans chacun des deux pays

- Enquête annuelle mise en place en 2010 sur le stock à fin 2009 dans le cadre de la participation du Maroc à l'enquête coordonnée sur l'Investissement Direct (ECID) initiée par le FMI ;
- Les objectifs de ladite enquête :
 - L'amélioration des statistiques nationales de la position extérieure globale (Investissements Directs Etrangers) ;
 - La constitution d'une base de données mondiale sur les IDE (données bilatérales).

Caractéristiques
de l'enquête
ECID de l'Office
des Changes

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

1) L'existence d'une enquête dans chacun des deux pays

- Le champ de l'enquête ECID est déterminé sur la base de la combinaison de plusieurs sources d'information :
 - Sociétés ayant des flux importants des IDE au niveau de la BP ;
 - Sociétés identifiées au niveau des services de contrôle de l'Office des Changes ;
 - Sources externes notamment les fichiers émanant de certaines ambassades étrangères établies au Maroc.

Caractéristiques
de l'enquête
ECID de l'Office
des Changes

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

2) Une approche statistique et comptable similaire pour les deux enquêtes

- Les Informations demandées sont conformes aux recommandations du FMI :
 - définition de l'IDE conforme à la méthodologie;
 - sources d'information : passif du bilan des EID;
 - base d'évaluation: fonds propres à leur valeur comptable;
 - Couverture : titres de participation.

PARTIE 1 : PRÉALABLES ET CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE COMPARAISON FRUCTUEUSE

3) Le cadre du jumelage institutionnel propice à l'échange des données bilatérales

- Le jumelage institutionnel constitue un cadre propice pour l'échange des données bilatérales à des niveaux de détails plus fins ;
- L'intégration de la comparaison des données bilatérales d'IDE dans le cadre du jumelage est un moyen d'apprécier la qualité et l'exhaustivité des informations recueillies auprès des entreprises d'investissement direct (EID) marocaines ;
- La France est le premier investisseur direct étranger au Maroc avec une part de 58% des stocks à fin 2010.

Partie 2 :

Champ et objet de la comparaison

PARTIE 2 : CHAMP ET OBJET DE LA COMPARAISON

Champ de la comparaison

- Exercices couverts : Stock d'investissement direct à fin 2009 et fin 2010 (deux exercices) :
 - Automne 2011 : le premier exercice de comparaison concerne les données semi définitives à fin 2009 ;
 - Automne 2012 : Second exercice de comparaison portant sur les données définitives à fin 2009 et semi définitives à fin 2010 ;
- Degré de détails : Comparaison des données individuelles (information par société : EID résidant au Maroc ayant un ou plusieurs investisseurs directs immédiats résidant en France) ;
- Taux de détention : Participations supérieures ou égales à 10% du capital ;
- Type de participation : Participations de l'investisseur direct immédiat (exclusion des participations indirectes) ;
- Base d'évaluation : Fonds propres en valeur comptable (sociétés cotées et non cotées) ; les montants des IDE étant calculé au prorata du taux de détention du capital.

PARTIE 2 : CHAMP ET OBJET DE LA COMPARAISON

Objet de la comparaison

- Identification des investisseurs directs français ;
- Identification des EID marocaines ;
- Taux de détention du capital ;
- Montant du stock de capitaux propres en valeur comptable.

Partie 3 :

PRINCIPAUX RESULTATS DE LA COMPARAISON

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

- 1) Premier exercice de comparaison : données semi définitives de 2009**

- 2) Second exercice de comparaison :**
 - ✓ **Données définitives de 2009**
 - ✓ **Données semi définitives 2010**

- 3) Les grandes causes des asymétries**

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2011 : premier exercice de comparaison (sur les stocks à fin 2009)

- Des données globales spontanément proches

	Situation au 31/12/2009	
	Source IDFE	Source ECID
Stock d'investissements directs français au Maroc en capitaux propres (en milliards de MAD)	74,3	73,2

- Terrain de comparaison favorable

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2011 : premier exercice de comparaison (sur les stocks à fin 2009)

Tableau 2009 (avant toute correction)

Les données sont exprimées en nombre d'entreprises et en milliards de MAD	Nb d'investisseurs directs français	Nb d'entreprises d'investissement direct marocaines	IDFE 2009 : valeur du stock	ECID 2009 : valeur du stock
Partie commune	33	34	65,7	69,7
Enquête IDFE 2009 (Banque de France) uniquement	30	33	8,6	
Enquête ECID 2009 (Office des changes) uniquement	78	70		3,5
TOTAL	141	137	74,3	73,2

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2011 : premier exercice de comparaison (sur les stocks à fin 2009)

- Un recouvrement partiel de la population des deux enquêtes : les entreprises figurant simultanément dans les deux enquêtes ne représentent que 25% du nombre total des EID recensées par les deux enquêtes (34 / 137) ;
- Mais cette partie commune correspond à quelque 90% de l'encours total ;
- Concernant la partie commune, l'écart entre le stock IDFE et le stock ECID est limité à 4 Milliards de MAD, soit 6%.

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2012 : Second exercice de comparaison sur les stocks à fin 2009

Tableau 2009 (après comparaison et corrections)

Les données sont exprimées en nombre d'entreprises et en milliards de MAD	Nb d'investisseurs directs français	Nb d'entreprises d'investissement direct marocaines	IDFE 2009 : valeur du stock	ECID 2009 : valeur du stock
Partie commune	46 (33)	48 (34)	67,6	69,1
Enquête IDFE 2009 (Banque de France) uniquement	20 (30)	22 (33)	2,5 (8,6)*	
Enquête ECID 2009 (Office des changes) uniquement	76 (78)	72 (70)		1,0 (3,5)
TOTAL	142	142	70,1	70,1

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2012 : Second exercice de comparaison sur les stocks à fin 2009

- Une forte progression du taux de recouvrement des deux enquêtes, en nombre d'entreprises (48 EID au lieu de 34) et en encours (avec un écart réduit à 1,5 Milliard de MAD contre 4 milliards de MAD auparavant) ;
- Une amélioration du taux de couverture de l'ECID : 11 entreprises (EID) déjà intégrées dans l'ECID, ce qui a permis de récupérer un encours de plus de 6 Milliards de MAD (8,6 -2,5 de MAD)* ;
- Dans l'enquête IDFE, de nombreuses EID ne sont pas prises en compte (72) du fait de l'existence d'un seuil d'enregistrement (5 millions d'euros, soit environ 55 millions de MAD) mais l'encours correspondant à ces 72 entreprises est limité à 1 milliard de MAD.

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2012 : comparaison des stocks à fin 2010

Tableau 2010 (avant toute correction)

Les données sont exprimées en nombre d'entreprises et en milliards de MAD	Nb d'entreprises d'investissement direct marocaines	IDFE 2010 : valeur du stock	ECID 2010 : valeur du stock
Partie commune	44	70,3	71,4
Enquête IDFE 2009 (Banque de France) uniquement	27	3,1	
Enquête ECID 2009 (Office des changes) uniquement	57		1,2
TOTAL	128	73,4	72,5

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2012 : comparaison des stocks à fin 2010

- Les premières données de l'ECID et de l'enquête IDFE pour 2010 sont spontanément plus proches que lors de la première comparaison sur 2009. L'analyse des asymétries et les travaux de correction ultérieurs ont des effets durables sur la qualité et l'exhaustivité des données ;
- La partie commune aux deux enquêtes représente plus de 95% de l'encours total ;
- La population commune comprend 44 EID dont l'encours diffère de moins de 1% (70,3 Milliards de MAD pour IDFE et 71,4 milliards de MAD pour ECID).

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Automne 2012 : comparaison des stocks à fin 2010

- Le stock des IDE non encore récupéré par L'ECID n'est que de 3,1 Milliards de MAD pour 27 EID (dont 15 ont un stock en valeur comptable supérieur à 55 Millions de MAD) ;
- Pour l'enquête IDFE, le stock non pris en compte ne représente que 1,2 milliard de MAD pour 57 EID (dont 5 ont un stock en valeur comptable supérieur à 55 Millions de MAD).

PARTIE 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les principales causes des asymétries

- **Différences de population**
 - Pour la France : existence de plusieurs seuils de recensement ;
 - Pour le Maroc : principalement les non réponses ; certaines sociétés échappent encore au recensement.
- **Des bases d'évaluation proches mais pas identiques**
 - La dette subordonnée des banques ;
 - Les fonds propres assimilés.
- **Des sources d'informations en partie différentes**
 - l'ECID se base sur un questionnaire accompagné des bilans des EID marocaines (les engagements) ;
 - l'enquête IDFE s'appuie sur un questionnaire et les tableaux des filiales et participations des investisseurs directs français (les avoirs).

PARTIE 4 : SYNTHÈSE

- La comparaison des stocks est utile pour les deux parties, en particulier pour le Maroc qui vient de mettre en place une nouvelle enquête qui a vocation à devenir la source principale des statistiques sur les stocks d'investissements directs étrangers au Maroc. Elle permet :
 - Le repérage d'EID non détectées par la mobilisation d'autres sources ;
 - La fiabilisation de l'ECID, sachant que les ID français au Maroc représentent près de 60% du total des ID étrangers au Maroc ;
 - La facilitation de la mise en œuvre du 6^{ème} manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale;
 - Un effet bénéfique de longue durée.
- Exercice coûteux et difficilement reproductible ou extensible hors cadre d'une coopération renforcée de type jumelage.

MERCI DE VOTRE ATTENTION